

« En Alsace, le Saint-Esprit est aux ordres du roi »

Réalité et limites de la politique monarchique française au XVIII^e siècle

« *In Alsace the Holy Ghost takes orders from the King* ». Realities and limits of the French monarch's policy in Alsace

„Im Elsass befolgt der Heilige Geist die Befehle des Königs“. Wirklichkeit und Grenzen der Politik der französischen Monarchie im 18. Jahrhundert

Claude Muller



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2538>

DOI : 10.4000/alsace.2538

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 299-314

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Claude Muller, « « En Alsace, le Saint-Esprit est aux ordres du roi » », *Revue d'Alsace* [En ligne], 142 | 2016, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 16 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2538> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2538>

Tous droits réservés

« En Alsace, le Saint-Esprit est aux ordres du roi »

Réalité et limites de la politique monarchique française au XVIII^e siècle

Par les traités de Westphalie en 1648, les Bourbon obtiennent les droits des Habsbourg sur l'Alsace¹. Volontiers flous, ces traités laissent, en définitive, les armes dire le droit. En 1697, le traité de Ryswick confirme la présence française dans la province². Le mémoire dit de Jacques de La Grange, intendant d'Alsace à cette date³, montre bien combien cette région, un demi-siècle après le changement politique, conserve mœurs, langue et droit germaniques. La monarchie française s'en accommode, parfois à contrecœur, s'efforce de se glisser au milieu de ces différences pour atteindre des objectifs nécessaires comme la paix publique, la justice, la fiscalité⁴. Et pour franciser les gens, elle cherche à franciser les âmes.

L'objet de cette étude est la présentation des moyens utilisés par Versailles pour introduire la France par le biais de la chaire : l'action des princes-évêques, la volonté de tenir le clergé séculier et les difficultés à

1. Gaston ZELLER, « La réunion de l'Alsace à la France et les prétendues lois de la politique française », *Revue d'Alsace*, n° 84, 1929, p. 768-778 ; Jeannine SIAT, *Histoire du rattachement de l'Alsace à la France*, Strasbourg, 1987 et surtout Georges LIVET, *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV*, Paris, 1956.

2. Lucien BELY, Jean BERENGER, André CORVISIER, *Guerre et paix dans l'Europe du XVII^e siècle*, Paris, 1991, 455 p. ; Lucien BELY, *L'Europe des traités de Westphalie : esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, Paris, 2000, 624 p. ; Olivier CHALINE, *La France au XVIII^e siècle (1715-1787)*, Paris, 2004, 328 p.

3. Roland OBERLÉ, *L'Alsace en 1700. Mémoire sur la province d'Alsace de l'intendant Jacques de La Grange*, Colmar, Éditions Alsatia, 1975, 267 p. Ce mémoire n'est pas de l'intendant lui-même, plus homme d'épée que de plume, mais l'assemblage de plusieurs parties, dont l'une est due au prêteur royal de Colmar, voir Claude MULLER, « Le mémoire sur la Haute-Alsace de François Dietremann (1694) », *Annuaire de la Société d'histoire de Colmar*, n° 44, 1999-2000, p. 45 à 64, à partir de Bibliothèque municipale de Poitiers, ms 333.

4. Robert MANDROU, *La France au XVIII^e siècle*, Paris, 1967, p. 112.

contrôler le clergé régulier. Action et réaction vont de pair dans cette singulière dialectique politico-théologique.

Le prince-évêque, une clé de voûte

Première difficulté, et de taille, l'Alsace catholique n'est pas une, mais triple. De plus elle constitue un véritable casse-tête, en raison de la non-concordance des frontières religieuses et politiques⁵.

S'appuyer sur les Rohan, princes-évêques de Strasbourg

Tous les indices recueillis prouvent que la monarchie française est responsable de l'apparition des Rohan en Alsace et qu'elle accorde son soutien à une dynastie composée d'un quatuor cardinalice unique en Europe au XVIII^e siècle⁶. Nommé cardinal par Louis XIV en 1706⁷, confirmé par le pape seulement six ans plus tard en 1712⁸, Gaston devient en 1713 grand aumônier de la cour⁹ et dans la foulée, chargé par le roi de mettre fin au problème janséniste¹⁰. Il devient proche du roi Louis XV en le mariant à Marie Leszczyńska, d'abord par procuration à Strasbourg le 15 août 1725¹¹, puis à Fontainebleau le 5 septembre de la même année.

Surtout Gaston de Rohan assure la pérennité des Rohan en Alsace. Il réussit à faire nommer coadjuteur de l'abbé de Murbach son petit-

5. Louis CHÂTELLIER, « Frontière politique et frontière religieuse. L'exemple du diocèse de Strasbourg (1648-1789) », in Georges LIVET (dir.), *Études européennes. Mélanges offerts à Victor-Lucien Tapié*, Paris, 1973, p. 149-170 ; Claude MULLER, « L'imbroglie de la frontière. L'exemple de l'Alsace catholique au XVIII^e siècle », *Revue d'Allemagne*, n° 44, 2012, p. 535-545.

6. Claude MULLER, *Le siècle des Rohan*, Strasbourg, Éditions La Nuée Bleue, 2006, 446 p. Les quatre évêques sont Gaston de Rohan (1704-1749), Armand de Rohan (1749-1756), Constantin de Rohan (1756-1779), Louis de Rohan (1779-1791).

7. Riccius note, le 16 juin 1706, alors qu'il accompagne le suffragant Tual à Hilsenheim : « Son Altesse [Gaston de Rohan] a envoyé un exprès au grand vicaire avec la nouvelle que le roi avait nommé mon dit seigneur au cardinalat », Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), G 6194, folio [désormais f.] 34.

8. Gaston de Rohan fait part de son contentement à du Bourg le 25 octobre 1712 depuis Saverne : « Biancheri, camerier d'honneur de Sa Sainteté m'a apporté la barrette », Bibliothèque de l'Arsenal à Paris (BAP), ms 6619, f. 145.

9. Gaston de Rohan à du Bourg depuis Versailles le 7 juin 1713 : « Enfin, mon cher comte, me voilà grand aumônier de France et pénétré de reconnaissance de la manière dont Sa Majesté m'a fait cette grâce... Je vous réserve le détail de la conversation que j'ai eue avec elle sur ce sujet lorsque je serai en Alsace. Je suis accablé à l'heure qu'il est de visites, de compliments et de lettres », BAP, ms 6619, f. 149.

10. Claude MULLER, « Gaston de Rohan, un évêque de Strasbourg dans la question janséniste (1713-1718) », *Revue des Sciences Religieuses*, n° 84, 2010, p. 61-72.

11. Auguste Marie Pierre INGOLD, « Le mariage de Louis XV à Strasbourg », *Revue d'Alsace*, n° 50, 1906, p. 145-150 et 225-243.

neveu, Armand de Rohan¹². Dom Bernardin de Ferrette se fait l'écho, le 21 août 1737, de la conclusion de l'affaire :

Arrivée à Guebwiller du cardinal de Rohan, accompagné de l'évêque de Verdun, de Constantin prince de Rohan, chevalier de Malte et chanoine de Strasbourg, de Hiéronyme de Lillebonne princesse abbesse de Remiremont, de sa sœur la princesse d'Épinay, la comtesse de Marsan. Le lendemain, quelques députés du Magistrat de Mulhouse viennent présenter leurs hommages au cardinal. Avalanche de visiteurs, magistrats, prélats, conseillers, seigneurs, grandes dames¹³.

Exploitant au mieux sa connaissance de la Curie, suite à sa présence aux différents conclaves qui se tiennent à Rome en 1721, 1724, 1730 et 1740, Gaston de Rohan réussit surtout à obtenir le même petit-neveu, Armand de Rohan, comme coadjuteur du diocèse de Strasbourg.

S'appuyer sur les Rohan ne signifie pas pour l'administration monarchique les suivre dans la réalisation de toutes leurs ambitions. En juillet 1743, Jacques Sigismond de Reinach Steinbrunn paraît être à l'article de la mort et de fait le prince-évêque de Bâle décède le 16 décembre 1743. Gaston de Rohan propose, en sous-main, la candidature de son cousin Constantin de Rohan, mais l'échec du projet ne fait aucun doute. « La circonstance de ne pas être membre du chapitre forme à la vérité une grande difficulté », lui dit son agent secret. L'initiative capote. À la mort de Simon Nicolas de Montjoie, Louis de Rohan présente sa candidature pour Bâle à Versailles. Dans un mémoire, il argumente : « Il a toujours été regardé comme intéressant d'avoir un évêque de Bâle qui fût Français [...] Il est aisé de comprendre qu'un évêque de Bâle, attaché à la France, peut rendre de grands services dans les occasions importantes. » Mais le plan échoue en mai 1775. Louis de Rohan essuie, en 1782, un second échec personnel. Le comte de Vergennes fournit la position du roi : « Je ne dois pas vous dissimuler que Sa Majesté ne verrait pas volontiers la réunion des deux évêchés sur la tête d'un de ses sujets¹⁴. »

12. Jean-Marie SCHMITT, « L'abbaye et la principauté de Murbach dans l'Alsace française (1680-1790), *Saisons d'Alsace*, n° 82, 1983, p. 37-53.

13. Auguste Marie Pierre INGOLD, « Le diarium de dom Bernardin de Ferrette », *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 624-627 et Archives du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE), Section Mémoires et Documents, fonds Alsace, vol. 41, folios [désormais fs] 346, 362, 364, 366, 368, 410, 494.

14. Pierre REBETEZ-PAROZ, *Les relations de l'évêque de Bâle avec la France au XVIII^e siècle*, Saint-Maurice, 1943, 486 p. et Alfred RIBEAUD, « Les princes de Rohan et l'État jurassien. Les vues des cardinaux de Rohan, princes-évêques de Strasbourg sur l'Évêché de Bâle », in Georges LIVET (dir.), *L'Alsace et la Suisse à travers les siècles*, 1952, 488 p., p. 241-264.

Contrôler le prince-évêque de Bâle

Au XVIII^e siècle, le diocèse de Bâle présente une curieuse configuration territoriale¹⁵. Certes il englobe une partie de l'actuelle Suisse septentrionale, comme on peut s'y attendre. Mais surtout sa plus grande étendue coïncide avec la Haute-Alsace, une entité non pas helvète, mais française. Le paradoxe suit : la plus grande ville de ce diocèse – dont est exclue la ville de Mulhouse alliée aux cantons suisses – occupe une situation totalement excentrée par rapport à Porrentruy, à plus d'une centaine de kilomètres de la capitale épiscopale. Colmar, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, est de plus le siège du Conseil souverain d'Alsace, organisme qui impose le droit et la loi dans cette partie du pays. Car le prince-évêque ne fait pas ce qu'il veut, comme en témoigne l'exemple suivant.

Trois ans après son élection, M^{gr} Joseph Simon de Roggenbach envisage de parcourir la partie alsacienne de son diocèse. Il s'ouvre de son projet à l'abbé de Raze, son représentant à Versailles le 2 juillet :

Je suis intentionné, dans peu, d'effectuer un petit voyage en Alsace qui me conduira peut-être jusqu'à Colmar, pendant lequel je pense faire quelques fonctions épiscopales comme consacrer quelques églises et administrer dans l'un ou l'autre endroit le sacrement de confirmation, à tout quoi je joindrai peut-être la visite de quelques paroisses ou chapitres d'églises collégiales. J'ai tenu de faire au préalable quelques démarches soit vis-à-vis de la Cour, soit du Conseil souverain d'Alsace.

Raze répond le 10 juillet : « Il vaut mieux obtenir la permission du roi que du Conseil souverain d'Alsace¹⁶. »

Le 18 juillet, le prince-évêque de Bâle reçoit une missive de Jean Baptiste de Flachslanden : « Le maréchal de Contades a été questionné de la part du Conseil souverain d'Alsace pour savoir si votre Altesse devant faire des fonctions épiscopales en Alsace avait demandé l'agrément du roi qu'il est d'usage de communiquer ensuite aux chefs de la compagnie. » Et l'abbé de Raze indique aussi la nécessité de l'agrément royal, en ajoutant, ce qui prouve que la situation n'est pas unique, mais représentative des régions-frontières : « L'évêque d'Urgel en Espagne qui a une partie de son diocèse en France lui a aussi demandé une semblable permission. » L'autorisation de Louis XVI est signée le 25 août 1785. M^{gr} de Roggenbach peut entrer en Alsace.

15. Damien BREGNARD, « Le diocèse de Bâle à la fin de l'Ancien Régime », in Clément CREVOISIER (dir.), *Atlas historique du Jura*, Porrentruy, Cercle d'études historiques de la Société jurassienne d'Émulation, 2012, p. 158-161.

16. Archives de l'Ancien Évêché de Bâle (AAEB) à Porrentruy, A 109 a.

Le prince-évêque de Spire, un prélat allemand

La bande septentrionale alsacienne, de Wissembourg à Lauterbourg dépend, du point de vue des délimitations catholiques, de l'évêque de Spire¹⁷, dont l'essentiel des possessions se situe dans le Palatinat. Contrairement à Bâle où règne un esprit francophone, à Spire tout est germanophone. Comme il se doit, des relations de voisinage s'établissent entre Gaston de Rohan et Damian Hugo von Schönborn, prince-évêque de Spire de 1719 à 1743¹⁸, tout d'abord à propos de la construction d'un palais épiscopal. Schönborn, dans un premier temps, envoie son architecte pour qu'il se fasse une idée du château de Saverne avant d'en édifier un à Bruchsal. Relevons deux remarques de Neumann. Le 17 février 1723, l'architecte écrit à son patron :

J'ai tout présenté et expliqué. Son Éminence ayant commandé à son valet de chambre de rester et de donner des explications quand, moi-même, je n'ai pas su m'exprimer en français. Son Excellence ne parlant pas l'allemand, [l'architecte] de Cotte et son fils ont dit que visiblement il y a beaucoup de manière italienne et quelque chose d'allemand.

Le 8 mars, il ajoute : « En présence de beaucoup de seigneurs, entre autre d'un comte de Salm qui parlait allemand, on a fait comprendre quelque chose à de Cotte, afin qu'il change ses plans [...] Je m'étonne que Son Éminence le cardinal de Rohan se donne tant de mal¹⁹. »

Schönborn se rend en personne à Saverne en novembre 1723. La visite de courtoisie se transforme en affaire diplomatique. Rohan en avise Versailles : « Dans le séjour que Schönborn a fait à Saverne, il a eu avec [l'intendant] d'Angervilliers et moi quelques conversations dont ce dernier s'est chargé de vous rendre compte. » L'intendant précise :

Il nous a de lui-même moult fois entretenu sur les différends de religion. Il prétend qu'ils s'échauffent tous les jours de plus en plus et qu'il n'y a que la naissance d'un fils à l'empereur qui puisse empêcher ou retarder une rupture ouverte entre les deux partis, parce que, selon lui, le corps évangélique a pour principal objet de donner à l'Empire un successeur de la Confession d'Augbourg [...] Il y a trois semaines que toute la famille de Schönborn a été assemblée chez l'électeur de Mayence qui en est regardé comme le chef et duquel celui-ci est neveu, vice-chancelier de l'Empire cette famille est très puissante par les dignités, les charges et les bénéfices qu'elle possède.

17. Claude MULLER, « Frankreich und die Fürstbischöffe von Speyer im 18. Jahrhundert », *Archiv für mittelrheinische Kirchengeschichte*, n° 58, 2006, p. 197-213.

18. Stefan MAUELSHAGEN, *Ordensritter-Landesherr-Kirchenfürst Damian Hugo Von Schönborn (1676-1743). Ein Leben im alten Reich*, 2001, 287 p.

19. Katharina KRAUSE, « Résidences épiscopales. Les voyages de Balthasar Neumann en France et de Germain Boffrand en Franconie », in Christian TAILLARD (dir.), *Art de cour. Le mécénat princier au siècle des Lumières*, PUR, 2009, p. 189-204, notamment p. 193-194.

La réponse à l'intendant et à Rohan, en provenance de Versailles, date du 23 novembre 1723 : « L'on pourrait regarder le discours qu'il vous a tenu à ce sujet comme une invitation de prendre part à ce qui se passe en Allemagne à cet égard. L'expérience ne permet pas de croire qu'il soit convenable pour le bien de la religion de se déclarer pour aucun parti²⁰. »

Gaston de Rohan croise encore Damian Hugo von Schönborn au concile de 1730, où les relations paraissent convenues, à défaut d'être cordiales²¹. Mais désormais, ni le prince-évêque de Strasbourg, ni surtout la cour de France qui apparaît toujours en sous-main, ne tentent un rapprochement. La pénétration de cet univers germanophone semble impossible.

Tenir le clergé séculier

Un héritage allemand incontournable : le grand chapitre de Strasbourg

Dans l'héritage de 1648, le grand chapitre de la cathédrale de Strasbourg n'est pas le moindre : « Vingt quatre chanoines, tous princes ou comtes, douze capitulaires et douze domiciliaires qui succèdent aux capitulaires à mesure qu'ils meurent, ne sont obligés qu'à trois mois de résidence²². » Ils doivent arguer de seize quartiers de noblesse que des Français ne peuvent aligner. Aussi, en 1721, Alexandre Goulley de Boisrobert ne dénombre que quatre Français et vingt Allemands²³, une situation qui n'est pas prête d'évoluer, puisque le système de la cooptation permet d'entretenir, voire de conforter, le microcosme.

Si par des pressions et des pots de vin, l'administration monarchique avait obtenu l'élection de Gaston de Rohan comme coadjuteur²⁴, voie royale si l'on peut dire pour devenir prince-évêque de Strasbourg, ce dernier ne peut évidemment pas dominer ou contrôler cette institution, mais il lui faut constamment la surveiller, voire s'en méfier. À peine en place, le jeune prélat adresse, le 31 décembre 1704, un long rapport au ministre des Affaires étrangères, où il cherche à percer ce réseau si particulier. Ainsi les comtes de Blanckenheim « sont bien intentionnés, pleins d'esprit, de cet

20. AMAE, vol. 39, fs 62-68.

21. Claude MULLER, « Die Kardinäle Damian Hugo von Schönborn und Gaston de Rohan. Die Fürstbischöfe von Speyer und Strassburg im Konklave von 1730 », *Archiv für mittelrheinische Kirchengeschichte*, n° 61, 2009, p. 183-192.

22. Auguste STOEBER, *Curiosités de voyage en Alsace*, Colmar, 1874, p. 76-98.

23. Alain NIDERST, « Un document sur les catholiques et les luthériens de Strasbourg au début du XVIII^e siècle : le miscellanea de Goulley de Boisrobert », *Archives de l'Église d'Alsace*, n° 41, 1982, p. 291-300.

24. René METZ, « L'accession du premier Rohan à l'évêché de Strasbourg : le jeu de la diplomatie royale », *Cahiers alsaciens d'archéologie, d'art et d'histoire*, n° 11, 1967, p. 227-240.

esprit qui fait réussir les affaires ». Ils ont « un frère attaché à l'électeur palatin ». De tous les chanoines, « Löwenstein me paraît le seul propre à être chargé de quelques missions. Son frère aîné a été ministre du dernier empereur²⁵. »

L'abbé Goulley de Boisrobert ne trouve pas de mots assez durs en 1721 : « Les chanoines allemands vont souvent au chœur avec une grande perruque à l'espagnole. Cela paraît étrange avec un habit si grave et si magnifique. » Puis il complète : « Les luthériens se moquent communément de l'habit d'église des chanoines trop vain et trop superbe qui cache souvent un mondain, lequel se prête le matin à Dieu pour une heure et se donne au diable le reste du jour²⁶. »

Les grandes manœuvres sont aussi omniprésentes au sein de cette institution, où la monarchie ne semble avoir guère la main. Le 10 janvier 1722, Maurice Gustave de Mandersheid Blankenheim écrit à Gaston de Rohan :

Les princes d'Auvergne ont fait demander par l'Électeur à mon frère et à moi nos suffrages pour le prince Frédéric dans la future élection du doyen de Strasbourg, en promettant à l'Électeur, s'il les obtient, de grands avantages par rapport au mariage entre le prince de Soultzbach et leur nièce. Sur la proposition qui m'en a été faite, j'ai fait répondre à l'Électeur avec toute l'honnêteté due à son égard qu'il n'était pas venu à ma connaissance que l'évêque de Tournai se fut démis du doyenné de Strasbourg²⁷.

Dans la même veine, cette note du suffragant Riccius à Gaston de Rohan le 3 août 1749 :

Le comte de Hohenzollern l'aîné, grand doyen de Cologne, mourut subitement d'un coup d'apoplexie le 23 du mois dernier. La place capitulaire qui vauque par ce décès dans la cathédrale de Strasbourg tombera au comte de Truchsess, chanoine domiciliaire, et le comte de Koenigsegg l'aîné qui est déjà sous grand doyen de Cologne pourrait bien avoir part au grand doyenné, supposé qu'il y aspire²⁸.

Remplacer les chanoines allemands

Si le monde des chanoines du grand chapitre de Strasbourg paraît échapper totalement à la monarchie, il n'en est pas de même de celui des prébendiers de la même cathédrale. Citons quelques-uns de ces prêtres : Belvaux de Salm, Lepère venant de Blois, Fagnier le Messin, Fontaine originaire de Dieulouard près de Pont-à-Mousson, Grosjean un autre

25. AMAE Paris, t. 34, fs 34-39.

26. Alain NIDERST, art. cité, p. 297.

27. ADBR, G 210.

28. ADBR, G 297, f. 139.

Messin, Husson le Parisien, Bertin..., tous originaires de vieille France, francophones et francophiles²⁹.

La plupart de ces ecclésiastiques qui peuplent les chapitres de Strasbourg³⁰, Haguenau, Wissembourg, Saverne... jusqu'à Thann possèdent une curieuse particularité, celle de faire partie d'un même groupe de personnes. Celles pour qui l'Alsace constitue un nouvel Eldorado pour toutes sortes d'aventuriers attirés par des postes à prendre, à condition de connaître le droit civil ou le droit canon, les chiffres et surtout le français. Celles qui, aussi, donnent sans compter des leurs, tant à la magistrature qu'à l'Église³¹, célébrant en quelque sorte l'alliance de la robe et de l'aube.

Partout la monarchie est présente lors des élections qu'elle ne contrôle d'ailleurs pas, tellement elles sont nombreuses. Dom Bernardin de Ferrette est le témoin de ce qui se passe au chapitre de Lautenbach, dans la vallée de Guebwiller, le 22 mai 1730. Cinq électeurs seulement votent : Jean François Horneck, doyen ; François Joseph Huguin, custos ; Jean Antoine Poirot, Joseph Egon de Gail et Wolfgang Richard Occahan, tous Alsaciens et sujets du roi, en présence de l'intendant Brou de Feydeau et du provicaire Riccius, commissaires. « Sept scrutins successifs ne donnèrent aucun résultat au grand déplaisir de l'intendant, comme je l'ai constaté de mes propres yeux », note le diariste qui fournit le mot de la fin :

Les chanoines de Lautenbach ne parvenaient pas à s'entendre pour la nomination d'un prévôt. Aussi l'élection est-elle dévolue au cardinal de Rohan [prince-évêque de Strasbourg, de qui Lautenbach dépend, bien que situé en plein diocèse de Bâle], mais pour cette fois seulement. Son choix tomba sur Antoine Ignace Muller, homme fait pour de grandes choses³².

Ces « ecclésiastiques allemands »

L'on ne peut disconvenir que les ecclésiastiques allemands [= alsaciens] ont beaucoup plus de docilité pour leurs supérieurs que les Français. Ils sont bien plus aisés à gouverner et à conduire, pourvu que l'on veuille se donner le moindre soin pour les gagner et leur faire entendre raison³³.

29. ADBR, 6 E 41/14 (Belvaux), G 2859/8 (Lepère), G 2860/20 (Fagnier), G 4915, f. 142 (Fontaine), 6 E 41/70 (Grosjean), 6 E 41/117 (Husson), 6 E 41/1077 (Bertin).

30. Pierre TONY, « Le chapitre Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg », *Annuaire des Amis du Vieux Strasbourg*, 1975, p. 9-36 ; Octave MEYER, « Les chanoines du chapitre Notre-Dame de Strasbourg », *Archives de l'Église d'Alsace*, n°41, 1982, p. 59-94 ; Médard BARTH, « Das Kollegialstift Sankt-Leonard », *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, n°4, 1929, p. 219-352.

31. Louis CHÂTELLIER, « Du Conseil souverain aux collégiales : recherches sur l'implantation des familles françaises en Alsace après 1648 », *Cahiers de l'association interuniversitaire de l'Est*, n°9, 1978, p. 185-196.

32. *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 614.

33. Archives du Sénat à Paris, 3 FPM, mémoire manuscrit inédit sur l'Alsace de Félix Le Pelletier de La Houssaye, f. 126.

L'appréciation émane de l'intendant Félix Le Pelletier de La Houssaye et date de 1700. L'intendant poursuit :

Le commun des curés est plus savant et mieux instruit dans les principes de théologie et de religion que les curés de la campagne du royaume, quoiqu'ils n'aient pas tant de vivacité que les autres. Ils sont peu instruits de la discipline exacte pour la vie ecclésiastique [...] Le clergé est plus respecté entre les Allemands qu'il ne l'est en France. Si certains ont fait quelque faute contre le service de Dieu, il les met à l'amende et les punit sans que qui que ce soit s'y oppose.

Ce commentaire de celui que l'on a surnommé l'œil du roi dans la province nous décrit, au début du XVIII^e siècle, un clergé non encore assimilé au clergé français, même si quelques louanges ne manquent pas. Le vicaire général Blouet de Camilly³⁴ et, à sa suite, le cardinal Gaston de Rohan, avec l'introduction de son rituel de 1742³⁵, francisent nettement les usages religieux du diocèse de Strasbourg. Dans le diocèse de Bâle, des usages spécifiques se développent utilisant le vespéral de Bâle qui perdure au moins jusqu'au milieu du XIX^e siècle³⁶.

Insistons surtout sur la montée en puissance du gallicanisme théologique qui n'a pas encore suscité l'intérêt de la recherche. Il semblait jusque là occulté par la position ferme de Gaston de Rohan sur le jansénisme. Mais il apparaît tout à coup en pleine lumière dans l'Alsace méridionale francophone, comme en témoigne la revendication gallicane par Colnet et les frères Hagé³⁷, avec une adéquation très nette entre francisation et gallicanisme.

Le monde mouvant du clergé régulier

L'élection de l'abbé, un usage allemand maintenu

Comme pour les chapitres, on retrouve la même présence royale lors des élections et, dialectiquement, la même défiance des religieux vis-à-vis de cette ingérence. Les données pour les quatre cents élections ne sont, de

34. Louis CHÂTELLIER, « Le vicaire général François Blouet de Camilly (1694-1705) et la reconstruction du diocèse de Strasbourg », *Archives de l'Église d'Alsace*, n°49, 1990-1991, p. 75-92.

35. Louis CHÂTELLIER, *Tradition chrétienne et renouveau catholique dans le cadre de l'ancien diocèse de Strasbourg (1650-1770)*, Paris, 1981, p. 394-397.

36. ADBR, 1 VP 301, visite pastorale de François Joseph Deybach, curé de Huningue, en 1844 : « Dans la plupart des églises du canton, on suit encore le plainchant de Bâle qui est loin d'avoir le caractère grave de celui de Strasbourg. »

37. Bibliothèque de Port Royal à Paris, fonds Grégoire, dossier Bas-Rhin (Colnet) et Haut-Rhin (Hagé).

loin pas, toutes connues³⁸. Mais là où des notes secrètes apparaissent au grand jour, de multiples surprises sourdent. Allons d'abord à Marbach où décède Augustin Beywandt, « un homme de grand mérite³⁹ ». L'élection de son successeur a lieu le 28 septembre 1711, en présence du commissaire royal, le maréchal du Bourg, et Claude de Beauquemare, l'abbé de Pairis. « Deux religieux paraissaient également dignes de la mitre, Joseph Teutch et Antoine Geiger. On leur préféra Joseph Preiss, homme très zélé à qui rien ne coûta jamais davantage que d'avoir à commander », dit dom Bernardin de Ferrette⁴⁰. Les coulisses de l'élection apparaissent à travers une première lettre de l'intendant. Le 28 septembre 1711, il écrit : « Madame la maréchale d'Harcourt m'a recommandé avant-hier soir de vous écrire pour vous recommander de sa part le père Geiger dans l'élection d'un abbé de Marbach. Madame la maréchale d'Harcourt m'avait écrit pour le père Preiss. » Le 30, de La Houssaye complète : « Tout le monde parle avec éloge de Preiss qui a été élu abbé de Marbach. J'en ai informé la maréchale de Villars, lui marquant que je n'ai pas pu me trouver à l'élection, où d'ailleurs les commissaires du roi ont fort peu de crédit⁴¹. » Remarque ultime, importante s'il en est.

Pour l'élection du successeur de Preiss à Marbach, le 28 décembre 1741, nous disposons du témoignage d'un des commissaires, le suffragant de Gaston de Rohan, Riccius⁴² : « L'élection s'est passée tranquillement. Le choix est tombé sur Élysée Küffer. Il est un peu âgé, mais c'est un homme vertueux, qui aime le bon ordre et la discipline. Il a résisté longtemps à accepter cette dignité ». Dom Bernardin ajoute que les commissaires royaux étaient Riccius et Paul Esprit de Brou intendant d'Alsace, alors que le coadjuteur de Murbach exerçait les fonctions de scrutateur avec le doyen de Lautenbach⁴³.

En 1743 et 1746 ont lieu deux élections identiques, non pour un abbé, mais pour un coadjuteur. On sait l'intérêt de la manœuvre : l'abbé vivant peut orienter le choix de son successeur. À Munster, en 1743, l'élection se passe en présence de l'intendant, du marquis de Vogüé et de l'abbé de Wangen. L'abbé bénédictin du lieu a « jeté les yeux sur le prieur de son abbaye » et c'est lui qui est choisi⁴⁴. À Lucelle, en 1746, l'élection se déroule en présence de deux commissaires, l'intendant de Vanolles et

38. René METZ, *La monarchie française et la provision des bénéfices ecclésiastiques en Alsace (1648-1789)*, Strasbourg, 1947.

39. Auguste Marie Pierre INGOLD, « Le diarium... », art. cité, p. 126.

40. Auguste Marie Pierre INGOLD, art. cité, p. 126.

41. BAP, ms 6620, fs 91 et 96.

42. ADBR, G 297.

43. Auguste Marie Pierre INGOLD, art. cité, p. 694.

44. AAEB, A 82/2.

Matthieu Tribout, abbé cistercien de Pairis : Grégoire Girardin l'emporte sur Nivard Specht par 24 suffrages contre 19⁴⁵.

Évoquons encore l'élection de l'abbé cistercien de Neubourg. En 1759, un certain Maire, non identifié, écrit au préteur royal de Haguenau : « Bien du monde souhaite que ce soit Dreux pour qui le Saint-Esprit se décide, ce mouvement jusqu'à présent ne se trouve pas être conforme aux souhaits des religieux⁴⁶. » Ce n'est que partie remise. En 1777, l'administration exprime « le désir de voir tomber le choix sur Dreux, un des sujets si supérieurs par son talent, son esprit et sa conduite⁴⁷ ». Le préteur royal, de Cointoux, se rend en personne à Neubourg et rencontre chaque religieux. L'élection n'est tout de même pas assurée. Cointoux se fâche :

On a voulu me persuader qu'un religieux conduisait une intrigue dont le but était de faire manquer l'élection de dom Dreux pour la porter sur le père cellérier. Messieurs de Neubourg sont certainement les maîtres de leurs suffrages. Mais je ne leur pardonnerai pas cette fourberie et ce serait une faute irréparable de ne pas profiter de l'occasion d'arrêter en Alsace un secrétaire général de l'ordre, sujet de la plus grande distinction⁴⁸.

Dreux est élu. Dans son brevet confirmant l'élection, « le roi lui fait don de l'abbaye de Neubourg » !

Les capucins de la province suisse

Au début du XVIII^e siècle – et c'est encore vrai à la fin du siècle –, les capucins faisant partie de la province suisse sont, de très loin, les religieux les plus nombreux en Alsace : on en compte 220 en 1721⁴⁹. Les événements se précipitent à partir de cette lettre du secrétaire d'État d'Arménonville à du Bourg⁵⁰, datée du 21 août 1721 : « Les capucins ont non seulement introduit dans leurs maisons d'Alsace un grand nombre de religieux étrangers, mais ont même retiré les naturels de leurs pays pour les transporter dans des couvents étrangers. » Et de conclure : « Nous n'accorderons plus de permission aux supérieurs étrangers de venir faire leurs visites dans les maisons d'Alsace qu'en grande connaissance de cause⁵¹. »

45. AAEB, A 70/2.

46. Archives municipales de Haguenau (AMH), JJ 188, f. 62.

47. AMH, JJ 183, f. 5.

48. AMH, JJ 183, fs 6-8.

49. Emil Clemens SCHERER, « Frankreich und der elsässische Klerus im 18. Jahrhundert », *Archiv für elsässische Kirchengeschichte*, n° 3, 1928, p. 255-300 et statistiques p. 270-272.

50. Du Bourg (1655-1739) est gouverneur de Strasbourg. « Il meurt à l'âge de 85 ans. Il fut pleuré par beaucoup de monde, surtout par la gent barbue des capucins », cité par Auguste Marie Pierre INGOLD, « Le diarium de dom Bernardin de Ferrette », *Revue Catholique d'Alsace*, 1894, p. 690.

51. AMAE Paris, t. 37, f. 232 et t. 38, f. 348.

Sur place, du Bourg fait venir à Strasbourg le père Patrice Litzler pour lui signifier le décret royal du 28 août reprenant les termes du secrétaire d'État d'Aménonville⁵². Le religieux se rend à Baden, où sont réunis les capitulaires. C'est évidemment une surprise pour les capucins qui transforment les séances de travail en débats houleux. Deux opinions contradictoires nous sont parvenues : pour les Alsaciens, ceux-ci furent expulsés du réfectoire où se tenaient les débats⁵³ ; selon les Suisses, les Alsaciens furent invités poliment à quitter les lieux⁵⁴. La situation se bloque parce que les capitulaires, après avoir élu le P. Janvier de Sursee comme nouveau provincial, choisissent 14 supérieurs, dont 7 seulement sont alsaciens. Une situation inacceptable pour l'administration monarchique⁵⁵.

Pour tenter de se trouver en position de force, le provincial cherche conseil et secours auprès du général de l'ordre, qui sollicite la curie. La réponse est sans appel : il faut donner satisfaction à la monarchie française et, si les difficultés devaient s'aggraver, le Vatican soumettrait la question à Gaston de Rohan de passage à Rome pour le concile. Bientôt les capucins cèdent. Le 15 novembre 1721, un nouveau chapitre à Soleure choisit de nouveaux supérieurs, tous alsaciens⁵⁶. Pour autant, entre 1722 et 1725, une querelle éclate entre capucins. Certains, des Alsaciens, estiment que « l'Alsace seule est assez grande pour faire une province à part et avoir un propre provincial sujet du roi ». D'autres, plutôt suisses, estiment que c'est trop de prétentions⁵⁷.

L'affaire se règle par la capitulation des Suisses, lassés des tracasseries. Le 8 août, d'Angervilliers écrit à du Bourg :

La séparation des capucins d'Alsace d'avec ceux de la province de Suisse a été résolue dans un chapitre général tenu à Rome et le cardinal de Polignac s'emploie actuellement pour obtenir la confirmation du pape. Cependant, comme il doit y avoir au mois de septembre prochain un chapitre des capucins en Suisse, Sa Majesté m'a commandé de vous écrire de faire des défenses très pressées de sa part aux capucins d'Alsace de s'y trouver. Cette disjonction a paru utile au service du roi en ce qu'elle tire des religieux français de la dépendance d'un supérieur étranger⁵⁸.

En décembre 1728, le but de la monarchie est atteint : un bref du pape Benoît XIII enregistre la naissance de la province capucine d'Alsace.

52. Beda MAYER, *Die alte elsässische Kapuzinerprovinz*, numéro de *Helvetia Franciscana*, n° 13, 1979-1980, p. 15-25.

53. Archives Provinciales des Capucins de Lucerne (APCL), Sch 225, n° 62.

54. APCL, *Chronica Helvetia*, f. 433.

55. AMAE Paris, t. 37, f. 234 et t. 38, f. 367.

56. APCL, Sch 225, n° 14.

57. Claude MULLER, « Le lys et la bure. La nécessaire francisation des capucins d'Alsace au XVIII^e siècle », *Collectanea franciscana*, n° 78, 2007, p. 171-186.

58. Archives des Capucins de Strasbourg-Koenigshoffen, 4 D 47 (notes manuscrites du P. Bernard Thorri).

Des jésuites allemands et des jésuites français

L'intendant Félix Le Pelletier de La Houssaye ne décrit pas seulement, dans son mémoire, le clergé séculier alsacien. Il donne aussi de précieuses données sur les jésuites locaux⁵⁹. Il rappelle d'abord que ces religieux œuvrent dans quatre collèges du diocèse de Strasbourg « du côté d'Alsace » : à Strasbourg, Haguenau, Sélestat et Molsheim. Son commentaire est d'abord élogieux :

À Strasbourg, ils sont placés derrière la cathédrale. Ils ont soin du séminaire [...] un établissement très utile et absolument nécessaire pour le gouvernement du diocèse où il y a une grande disette de pasteurs, car on n'en peut tirer de France à cause de la différence de langue [...] On y vit si exemplairement que l'on peut dire que c'est la meilleure école et la plus régulière de province.

Puis le ton change. L'intendant relève qu'à Haguenau les jésuites prêchent tous les dimanches en allemand dans la paroisse Saint-Georges et qu'à Sélestat, ils font de même. À Molsheim, « ils ont une académie ; on y fait des docteurs en philosophie et en théologie ». La conclusion claque : « Le provincial réside dans les terres de l'Empire. »

Ce que Le Pelletier de La Houssaye ne dit pas explicitement c'est qu'il existe deux catégories de jésuites en Alsace au début du XVIII^e siècle : d'une part des jésuites « français » de la province de Champagne présents à Strasbourg, Colmar, Ensisheim ; d'autre part des jésuites « allemands » de la province de Mayence qui emploie des religieux alsaciens présents à Sélestat, Rouffach, Molsheim et Haguenau⁶⁰. Quelques mois après la rédaction de ce mémoire, la guerre de Succession d'Espagne débute. L'intendant écrit immédiatement à Chamillart le 13 juillet 1702 : « En temps de paix, il n'y a que du bien à dire de ces jésuites allemands, mais les relations continuelles qu'ils sont obligés d'entretenir avec les pères de leur collège les rendent fort suspect en temps de guerre⁶¹. »

Les jésuites se retrouvent bientôt dans l'œil du cyclone comme les autres religieux. Le 3 octobre 1721, le comte du Bourg écrit au ministre d'Armenonville :

Les jésuites sont dans une disposition beaucoup moins soumise aux ordres du roi que ne le sont les capucins. Je dois observer que le nombre d'étrangers qu'ils prétendent laisser dans leurs maisons, sous prétexte qu'ils en ont besoin pour

59. Bibliothèque du Sénat à Paris, 3 FPM, fs 102-105.

60. Un mémoire d'avril 1722 dénombre 59 jésuites, dont 35 Alsaciens et 24 étrangers, AMAE Paris, t. 37, fs 279-300. L'ensemble du dossier dans Claude MULLER, « Le régent et l'encens. Les affaires de religion en Alsace sous Philippe d'Orléans (1715-1723) », *Revue d'Alsace*, n° 136, 2010, p. 119-124.

61. AMAE Paris, t. 28, f. 62.

soutenir les classes de leur collège, ne doit point leur être admis. Il conviendrait même fort de ne laisser enseigner en Alsace que dans les vrais collèges de jésuites français qui sont de notre province de Champagne. Peu à peu, de cette manière, les collèges qui sont en ce pays de la province d'Allemagne tomberaient⁶².

Malgré les pressions réitérées, rien ne se passe⁶³. Comme le relève le chroniqueur des jésuites de Molsheim, les tracasseries cessent en 1722⁶⁴. Touche-t-on à travers cet épisode les limites de la politique de la monarchie absolue ?

À Sélestat, en 1747, résident six pères et quatre frères dépendant de la province de Mayence, « ce qui fait qu'il y arrive souvent des étrangers d'Allemagne⁶⁵ ». En 1749, une imprudence du professeur de rhétorique, Ambroise Rapp, manque d'amener la fermeture du collège. Le jeune professeur avait pris, pour la séance théâtrale clôturant la fin de l'année, la conclusion de la paix d'Aix-la-Chapelle. Dans une allégorie, il montre le dieu de la guerre accusé au tribunal de Jupiter par les génies de diverses nations, mais le génie de l'Autriche apparaît avant celui de la France. « Indignés de ce manque de patriotisme, les chauvins de l'auditoire se mettent à murmurer et portant plainte à l'autorité⁶⁶ ». L'affaire remonte jusqu'à Versailles⁶⁷. Gaston de Rohan, sollicité, estime que le renvoi de l'auteur de la pièce et celui du préfet des études sont des menues suffisantes, alors que l'Électeur Palatin, Charles Théodore, intervient, depuis Schwetzingen, le 18 mai 1749 en faveur des jésuites. Une des conséquences immédiates est l'introduction du français dans le collège sélestadien⁶⁸. Peut-on aussi déceler ici les prémices de l'expulsion de 1765⁶⁹ ?

Au terme de la présentation de ce dossier, il apparaît clairement que la monarchie française a cherché pendant l'Ancien Régime à franciser les âmes pour franciser les Alsaciens. Indépendamment du fait que la province

62. AMAE Paris, t. 38, f. 365.

63. « Rien ne presse actuellement quant à la suppression des collèges jésuites », AMAE Paris, t. 38, f. 436.

64. Charles SEYFRIED, « Les jésuites en Alsace [en fait à Molsheim] », *Revue Catholique d'Alsace*, 1897, p. 570-572.

65. Archives municipales de Sélestat, ms 255, fs 356-360.

66. Pantaléon MURY, « Les jésuites en Alsace, collège de Sélestat », *Revue Catholique d'Alsace*, 1897, p. 189-190.

67. Archives du Service Historique de la Défense, A¹ 3396, fs 15-19. Dossier dans Claude MULLER, « La croix et le théâtre. Les jésuites de Sélestat, la religion et la politique (1749) », *Annuaire des Amis de la Bibliothèque Humaniste de Sélestat*, n° 62, 2012, p. 119-123.

68. Dominique Roos, jésuite, note en 1759 : « Je dus assurer l'enseignement dans les deux langues. C'était pénible pour moi, mais très utile pour les élèves. Les Allemands devraient apprendre le français et les Français l'allemand », cité par Paul ADAM, *Histoire religieuse de Sélestat*, t. II, 1971, p. 151 et p. 165.

69. Simona NEGRUZZO, « L'Alsace après les jésuites. Religion, politique et culture au milieu du XVIII^e siècle », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, n° 96, 2010, p. 429-445.

abrite des populations d'autres religions⁷⁰, on se rend bien compte à la fois de l'avancée et des difficultés rencontrées par une politique mettant en avant un critère confessionnel pour obtenir un résultat politique. Surtout la germanisation de la région pose un problème qui perdure.

70. Claude MULLER, « Staatsreligion und religiöse Minderheiten. Katholiken, Protestanten, Juden und Wiedertäufer im Elsass des 18. Jahrhunderts », *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, n° 156, 2008, p. 235-258.

Résumé

« En Alsace, le Saint-Esprit est aux ordres du roi ». Réalité et limites de la politique monarchique française au XVIII^e siècle

Pour mieux fondre l'Alsace dans le moule français au XVIII^e siècle, la monarchie utilise, parmi d'autres moyens, l'introduction des usages français dans la liturgie et surtout la nomination à la tête des institutions, comme l'épiscopat ou les abbayes, de sujets fidèles au roi. Cette politique rencontre pourtant des difficultés à cause du contexte particulier de la région, à savoir le maintien d'usages germaniques.

Zusammenfassung

„Im Elsass befolgt der Heilige Geist die Befehle des Königs“.

Wirklichkeit und Grenzen der Politik der französischen Monarchie im 18. Jahrhundert

Um die Anpassung des Elsass im 18. Jahrhundert an das französische Modell zu beschleunigen, bedient sich die Monarchie, unter anderem der Einführung französischer Gebräuche in der Liturgie und besonders der Ernennung an der Spitze der Institutionen, wie das Bistum oder die Abteien, von treuen Dienern des Königs. Dies geschieht nicht ohne Widerstände auf Grund des besonderen Kontextes der Region, nämlich das Festhalten an deutschen Gebräuchen.

Summary

« In Alsace the Holy Ghost takes orders from the King ». Realities and limits of the French monarch's policy in Alsace

So as to cast Alsace in the French 18th century mould, monarchy resorted to introducing, inter alia, French language liturgy and, above all, to appointing loyal subjects of the King at the head of institutions such as the diocese and abbeys. However this policy was to run into trouble due to the regional specificities such as the longstanding presence of Germanic customs.